

Réponse de Jean Montpezat au Discours d'Alain Lambert

Bercy, 10 décembre 2003

Monsieur le Premier Ministre, je me sens un peu comme ce vieux chef aborigène à qui on avait organisé des funérailles deux ans avant qu'il parte, afin qu'il puisse entendre les gentilles choses que l'on dirait de lui quand il ne serait plus là !

Monsieur le Ministre,

Seule la réserve que doivent observer les hauts fonctionnaires devant leur Ministre me retient de vous dire tout l'enthousiasme que j'éprouve à entendre cette version officielle de ma carrière ! Il y a toujours une vérité dans les discours, mais pas celle qu'on croit, par exemple : comment pouvez-vous Monsieur le Ministre, dans les fonctions et les responsabilités qui sont les vôtres, avec le métier que vous faites, conserver autant d'urbanité et de mansuétude ?

Je vous assure que c'est très inhabituel à Bercy !

Ceci dit, Monsieur le Ministre, vous êtes ce soir pour nous, l'image de l'Etat !

Pendant votre discours, je contemplais mes jeunes gens pour qui, pour la première génération, l'Etat a trop souvent été le visage de l'absent et des séparations, et pour la deuxième, la douceur des nounous canaques et maoris, mais aussi le bruit sourd des pales des SA 330, les barrages et les lacrymogènes, puis le silence brutal de la comptabilité.

Pour Elizabeth, avec qui je fais carrière et qui m'a toujours ramené à la simplicité, heureusement elle a reçu elle-même sa Croix en début d'année ce qui devrait m'éviter un sourire en coin à son haut-fonctionnaire de mari, enguirlandé à la veille de Noël ! Je suis sûr que mon Préfet de frère, et mon adorable belle-sœur, n'en pensent pas moins...

Quant à mes jeunes collègues, élèves inspecteurs du Trésor, des Impôts et des Douanes, que vous avez bien voulu inviter, qu'ils sachent qu'il n'y a pas de carrière sans discours, et qu'il faut d'abord subir !

Monsieur le Ministre,

Chez certaines peuplades primitives, au moment d'élever un membre de la communauté sur le pavois, on commence par lui administrer une bonne raclée, afin de dater l'événement, ensuite de lui rappeler qu'il doit à peu près tout aux autres et qu'il ferait bien de s'en souvenir..

Il est visible que cette assistance très impressionnante – que vous avez choisie – si elle n'a pas l'allure d'une tribu primitive... quoique... et qui n'a encore rien dit... exprime bien ce que je veux dire : je dois à peu près tout aux autres, en particulier à ceux qui sont là, dont chacun a joué un rôle à un moment de ma vie, et je dois tout à l'Etat !

L'Etat qui est bon prince, car il est vrai que l'on peut y survivre à ses carences personnelles, à ses erreurs et même à ses sottises !

Quand, jeune chef de cabinet d'un Ministre d'Etat, dans l'avion qui emmène le **Général de Gaulle** dans son périple autour du monde – Djibouti et ses émeutes, Addis Abeba et le Négus, Phnom Penh et le discours aux américains, Nouméa et le nickel, Tahiti et Bételgeuse, Pointe à Pitre et H. Bangou, on se retrouve assis près d'un grand uniforme froissé d'où tombe « Et, alors ? ». « Mon Général, vous allez arriver en Polynésie, les Polynésiens n'ont rien ! » « Et la mer ! » Il eût fallu savoir à l'époque que si les eaux coralliennes sont translucides, c'est qu'elles sont à peu près dénuées de plancton, et que les bancs de poissons s'en vont giber à des centaines de miles, au-delà de l'horizon, comme on dit dans les îles. Quant aux nodules polymétalliques, il faudra aller les chercher à 3500 m et en-dehors de nos eaux ! A défaut, ma contribution à la pensée gaullienne fut courte, j'en suis encore consterné, et tout autant d'avoir cru que la pensée du Général se formait du bas vers le haut, ce qui n'était pas exactement le cas !

Quand, quelques années plus tard, nous entreprîmes d'étendre à l'outre-mer la zone des 188 miles, portant la zone exclusive de la France de 538 000 km² à 14 M de km² - l'ombre portée du Général était là – « Vous n'allez quand même pas faire ça, murmura le Quai », et oui nous le fîmes, à défaut de grandeur, nous eûmes l'étendue, et les diplomates de multiples accords à passer, mais le Général n'était plus là pour voir ça, pour contempler ce nouvel horizon !

G. Pompidou, c'était un regard ! Il voyait bien la perplexité du chargé de mission pour l'outre-mer à la présidence qui se souvenait précisément des sentiments nuancés que le Premier Ministre G. Pompidou portait sur l'exercice de nos responsabilités outre-mer. Il voulait, il savait convaincre !. « Vous savez , je suis auvergnat...un auvergnat, quand il est loin de sa maison depuis trois jours, il est perdu ! Alors, moi, j'ai beaucoup d'admiration pour ces français qui vivent si loin ! ». Ces français d'outre-mer qui vivent loin de chez eux, ça miroitait un peu ! « Bon, ils avaient le choix entre deux noms, ils ne me connaissaient pas, et d'ailleurs, ...ils ont mis mon nom dans l'urne, je leur dois la reconnaissance du Chef d'Etat qu'ils ont contribué à élire »...Enfin... « Vous verrez, les administrations passeront le temps à me faire arbitrer leurs problèmes, et ne me diront rien sur l'essentiel : je veux que vous me disiez la vérité ! ».

Dire la vérité sur l'outre-mer à un Chef de l'Etat reconnaissant, ce fut formateur ! il est vrai que les analyses passaient par M. Jobert, Edouard Balladur et Jacques Foccart, les risque d'emballlement étaient limités ! Notre politique industrielle était de longue main, par exemple le projet de construction d'une deuxième usine de traitement du minerai de nickel sur le Caillou est toujours en cours...

Qui n'a pas connu la conversion de *VGE* à l'outremer ne sait pas ce dont les îles sont capables ! Le Président ramenait de ses voyages des exemples de joyeusetés qui « hélas, disait-il, n'avaient plus cours en métropole ! ». Ce fut une période de réformes, le Président avait une vision claire des terres qui resteraient et celles qui nous quitteraient, il fallait en tirer les conséquences statutaires ! Je ne sais pas ce que nous comprîmes, nous entreprîmes de départementaliser Wallis et Futuna. L'approche de crises cardiaques chez les trois Rois arrêta l'entreprise, St. Pierre et Miquelon probablement dans la brume y passa et les canadiens eurent le plaisir de voir passer la frontière de la Communauté Economique Européenne dans les eaux du Saint Laurent, et derrière elle les pêcheurs espagnols prêts à rapiner les fonds sur lesquels les canadiens s'interdisaient eux-mêmes d'aller !

Il fallut un arbitrage international à Genève pour arranger ça, grâce à Gilbert Guillaume éminent juriconsulte du Quai avec, dans ses bagages, une Elizabeth qui commençait à apprendre à réparer les dégâts que son futur époux faisait autour de lui...

Le Président François Mitterrand, en visite, me parut avoir la gentillesse assassine ! « M. Le Haut-Commissaire, vous travaillez beaucoup, vous êtes très occupé, c'est comme moi » « M. Le Président, il me semble que ce n'est pas la même chose »..sur le visage de F. Mitterrand passe « Qu'est-ce qu'il lui prend à celui-là de me répliquer ! ». Puis, la gentillesse reprenant le dessus « les journalistes vont encore me demander pourquoi nous laissons les néo-zélandais annoncer nos expériences nucléaires, qu'en pensez-vous ? » « M. Le Président, depuis que je suis ici, etc..etc.. « Ah, ces militaires ! » et de me conter deux ou trois anecdotes qu'il trouvait désopilantes, malheureusement couvertes par le secret Diamant...nous étions arrivés, les portes s'ouvrent, nous sortons en riant, je vis bien dans les regards de l'entourage qu'il ne faudrait pas tarder à s'occuper de ce type qui pensait pouvoir rire avec Dieu. De fait, malgré son invite, je ne l'ai plus jamais revu !

Il va de soi que je ne peux vous confier certains secrets plus contemporains ! Un seul, peut-être : **J. Chirac m'a dit « Oui, je sais ! »** Imperatoria brevitatis ! mais à défaut de secrets d'Etat, je peux évoquer un secret de famille : c'est la grand-mère du Président qui, la première, avant l'éditorial du n°1 de Libé et **qui vous savez**, a dit ce qu'il fallait penser des hauts et des bas. Comme un secret de famille ne peut être dit qu'à une personne à la fois, je vous le confierai, M. Le Ministre, pour votre prochaine audience chez le Président, il vous comprendra !

Raymond Barre qualifia d'inflation tropicale le résultat de ma mission à la Réunion et aux Antilles Guyane, commandée par le Secrétaire d'Etat, Paul Dijoud qui a toujours cru en la vertu de la parole ! Chargé de convaincre les fonctionnaires d'abandonner leurs 40%, je ramenaï une demande de relèvement du SMIC, c'est exactement ce que ne voulait pas R. Barre.

Michel Rocard, terminant son discours à Papeete par « qui paye contrôle » reçut un accueil triomphal. Je mis un moment à m'apercevoir que ces braves gens avaient immédiatement pensé – ou feint de penser – qu'on les incitait à revendiquer un nouveau statut qui leur donnerait plus de pouvoir pour dépenser « qui dépense commande » !. C'est de l'humour polynésien, Monsieur le Ministre !

Pour avoir ri sans retenue avec un Chef d'Etat et avoir échoué à enseigner la comptabilité aux polynésiens, il était bien naturel que je sois renvoyé en formation dans mon Corps, sur une terre de débarquement !

M. Le Ministre, j'ai pour vous beaucoup d'admiration. Président de la Commission des Finances au Sénat, ayant pris le Rapport sur la loi organique sur les lois de finances - le célèbre LOLF - vous vous êtes appliqué jusqu'à la dernière minute avant minuit à faire passer des amendements qui soumettraient les gouvernements aux fourches caudines du Parlement. Avoir accepté ensuite d'être le Ministre qui allait entamer le processus, et ceci à contre-conjoncture, témoigne d'un rare sens de l'abnégation !

A quoi pensait la jeune Secrétaire d'Etat au Budget qui vous donnait la réplique, et son accord, à quoi vous poussait-elle, ce soir-là ? Moment peut-être unique sous la V^e République d'un vote quasi unanime des deux Assemblées sur une proposition de loi organique. Etait-ce prémonition ou cette Loft Story avait-elle commencé 15 ans auparavant dans votre bonne ville d'Alençon entre un jeune et toujours brillant notaire et une jeune stagiaire de l'ENA - pas d'émotion inutile, nous avons tous nos attaches - Florence Parly,. Il paraît d'ailleurs que le numérique permet de poursuivre cette story encore ces derniers temps, attention, M. Le Ministre, il y a des textos qui demeurent !

Peut-être auriez-vous dû inviter ce soir-là au champagne des agapes républicaines qui ont suivi, les Directeurs Financiers des Ministères, ils sauraient mieux aujourd'hui de quand datent leurs tourments !

ooo

Pour dire que l'Etat se satisfait mieux de la proximité, de la connivence sinon de l'intimité entre les Grands et les hauts fonctionnaires plutôt que de ces périodes où l'on est tenté de tirer dans la troupe pour la faire avancer, laquelle n'est que trop tentée de retourner ses fusils contre ses propres généraux - on connaît la chanson ! On a bien besoin de cette qualité de relation pour faire face aux mauvais coups !

L'Etat peut être capable d'erreurs tragiques, et a même tendance à les reproduire quand un homme - il suffit d'un seul - ne le rappelle à la raison !

Les jeunes officiers énarques de ma génération, et les autres ont appris très tôt que la politique tire à conséquence ! Nous sommes responsables de l'exécution, mais enfin, quand la politique, avec un doute sur l'intérêt supérieur de l'Etat, conduit à la mort d'hommes, on peut s'interroger ? La vertu de la politique n'est-elle pas tout entière dans la fermeté et le dialogue : pourquoi l'un sans l'autre, pourquoi après et pas avant ?

Il est vrai qu'il y a plusieurs façons de se rendre célèbre : j'ai raté - de peu - mais j'ai raté de faire mettre JM. Tjibaou en prison, ce qui m'aurait situé dans la longue lignée aujourd'hui disparue des gouverneurs à poigne... Il est vrai que cela l'aurait peut-être protégé par la suite, mais j'en doute !

L'Etat s'interroge-t-il assez sur ses méthodes de conduite de ceux qui le servent ? De toute évidence, le principe hiérarchique sur lequel nous vivons depuis deux cents ans et qui d'ailleurs, à un certain niveau, ne s'applique plus, n'y suffit pas, ni la soumission aujourd'hui au juge pénal. Au moment de choisir les hommes qui exécuteront la politique de la nation, il y a un vide objectif : ne peut-on étendre l'évaluation et son cadre, ne peut-on organiser un aller et retour dans les corps de contrôle qui souvent surprennent les hauts fonctionnaires quand il est trop tard !

Ne pourrait-on lire à temps les rapports annonceurs des problèmes à venir ! Notre rapport de 1979 pour un plan à dix ans en Nouvelle-Calédonie, qui n'était pourtant pas utopique, nous aurait évité bien des problèmes ! Ne faudrait-il pas relire le Rapport Prada sur la Corse, qui n'est pas la Calédonie, qui n'est pas l'Algérie du Rapport Rocard sur les camps de regroupements des populations algériennes publié quand même en 2003 !

Il est vrai que dans ce cas, l'Etat autorise à se retirer, il y a même des Corps qui se chargent d'accueillir les capacités individuelles à dire Non...

Je dois à Michel Prada, René Barbeyrie, au regretté A. Deniel, Pierre-Mathieu Duhamel, Michel Gonnet, et maintenant Jean Bassères et à leurs collaborateurs et collaboratrices, la grande estime que l'on peut éprouver pour des hauts fonctionnaires qui ont dirigé, formé, informatisé, réformé et en définitive ouvert au fil des années un réseau pétri de traditions, de métier, d'esprit de corps pour lequel rien de véritablement important ne s'était passé entre 1859, et 1962 et maintenant 2001 ! Ce réseau, très symbolique en province, M. le Ministre, derrière son sens affirmé de l'indépendance, est d'une discrétion sans faille et d'une grande loyauté, en particulier aux élus.

En faisant entrer les comptables publics dans la Loi organique, vous avez consacré une mission de transparence et de sincérité des comptes dont on voit l'exigence aujourd'hui, sans compter qu'elle trouve son origine, ce qui n'est pas rien, dans les articles 14 et 15 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen.

Je ne vous cacherai pas, M. le Ministre, que c'est bien de participer, avec la formation de comptable qui est maintenant la mienne, à la vie d'une entreprise publique passionnante, ADP, qui, sur ses plates-formes, accueille jusqu'à 1500 ou 2000 mouvements d'avions par jour, 100 000 passagers et 200 000 bagages dont la très grande majorité est retrouvée ! entreprise qui a le taux de conflictualité le plus bas du secteur public, un taux d'accidents infinitésimal et qui fait de remarquables bénéfices ! A ce compte-là, M. le Ministre, sans doute aurai-je le privilège de voir, un jour prochain, mon poste supprimé par une loi, ce qui n'est pas à la portée de tout le monde !

ooo

A ce moment, permettez-moi, M. le Ministre, *d'avoir une pensée pour un grand homme, à tous égards, Tomasi Kulimoeteke*, Lavelua, cad Roi de Wallis ; il règne aux antipodes. Nous avons fait carrière ensemble dans la Légion d'Honneur, le gaullisme historique, sans compter une passion commune pour Elizabeth Montpezat ! Nous n'eûmes que deux crises à gérer ensemble, la plus significative était d'ordre protocolaire. Il me conviendrait que les salutations doivent venir à la fin !

Donc, à nos amis très chers et qui le savent, je dis que nous ne saurions vivre sans eux,

à Théodore Monod, à qui nous fîmes la guerre depuis Mururoa, l'obligeant à s'allonger dans l'antichambre du Ministre de la Défense – pardon Catherine – il ne fut pas le plus gêné, et en outre, il a gagné la guerre !

à PEV, qui dort, enfin réchauffé, dans les eaux du pacifique Sud,

à M. Rocard qui a fait la paix en Nouvelle Calédonie,

à Sœur Emmanuelle, invitée par vous, M. le Ministre, au Congrès des notaires de France à Deauville ; nous ne fûmes pas déçus du voyage, elle non plus d'ailleurs, car si la générosité des notaires n'est pas proverbiale, elle n'en est pas moins très grande et très discrète,

à Paul Andreu, Arlette Chabot, Francis Szpiner, RM. Van Lerberghe, et Marwan Hoss, pour des moments uniques,

à Mgr. Jean-Yves Riocreux retenu ce soir pas sa Crosse et par le Cardinal Lustiger, ce soir à Meaux – je le pardonne – et au Rabbin Haim Korsia, eux qui connaissent la Réponse à la Question.

à mes amis journalistes d'Oran, de Nouméa, de Papeete et de Paris, pour leur loyauté, et à Charles Hargrove, le gentleman du Times à Paris,

à mes collègues et amis, Trésoriers Payeurs Généraux, qui sont de bien intéressants personnages,

à mes amis Préfets, Hauts Commissaires, Ambassadeurs, jeunes ou personnages considérables, dont j'admire le sens professionnel, de l'abnégation,

aux Généraux et Amiraux, avec qui nous avons partagé les coups de chiens en Algérie, en Nouvelle-Calédonie et à Mururoa, et à la Gendarmerie nationale pour qui j'ai de profonds sentiments de reconnaissance,

Aux chefs de bureaux, fondés de pouvoir, secrétaires généraux, sous-directeurs, à qui on ne la fait pas, et dont je m'honore d'avoir été,

Aux chefs de service, Directeurs, Directeurs Généraux, Mm la Directrice des Archives de France, M le Secrétaire général, Mm et MM les Inspecteurs généraux, Contrôleurs d'Etat et financiers, Conseillers Maître, Conseillers d'Etat M le Délégué Général (M le Médiateur de la République) sur lesquels repose l'Etat,

Mm et MM les Directeurs de Cabinet des Ministres de la Défense, de l'Outre-mer, du Maire de Paris, présents malgré leurs lourdes charges, MM les Présidents, en particulier Hauts Fonctionnaires et chefs d'entreprise, qui savent se faire élire

M le Président de l'Autorité des Marchés financiers, sur qui repose une grande partie de nos espoirs,

Mm le Procureur général de la Cour des Comptes, votre présence me rappelle mon serment de comptable, et aussi ce que nous devons au Conseil de l'Ordre, qui vient de vous accueillir,

Mm et MM les grands élus, Maires, Président de Conseil économique et social, Présidents de départements et de région, Sénateurs, Députés, qui sont le piment, le piquant et même le chardon d'une carrière,

Mm et MM les Ministres, qui m'ont supporté, et supporté pendant les épreuves, et pour lesquels le respect me tient coi,

M le Ministre, puisqu'on parle de l'Etat, êtes-vous bien sûr que M le Comte de Saint Simon, grand amateur de paradoxes et réformateur des Etats rejeterait cette liste?

Qu'est-ce que cet Etat, M le Ministre, qui fait de fils et petits fils de pupille de la nation et de pauvres veuves de guerre, des hauts fonctionnaires, des Compagnon de la Libération, des chevaliers, des officiers et des commandeurs, cet Etat qui nous a assuré une vie digne et même permis de boire frais quand les soucis et les avanies harassaient trop le quotidien!

Cet Etat où les moyens seront de plus en plus mesurés et où les hauts responsables devront surtout compter sur leur influence personnelle pour excercer leurs responsabilités: pour les Préfets de la République décentralisée, ce sera de plus en plus une affaire d'Etat!

Qu'est ce que ce Ministère des finances, si on vous dit que cette Maison a de grands défauts, répondez qu'elle a de grands défauts parcece que c'est une grande Maison! Vous savez, M le Ministre, qu'avec un peu de patience, on en sort Président de la République, Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères, et même Ministre de l'Intérieur... ce qui n'est pas rien...ni destiné à vous fâcher avec Nicolas, il y d'autres pistes!

Qu'est-ce que c'est que cette société française, M le Ministre, paraît-il en déclin? n'est-ce pas plutôt parce qu'elle reste profondément idéaliste dans un monde de brutes! Elle a sans doute un problème avec la réalité, cette Société! Concilier son idéal avec la réalité- voilà qui est difficile! Une société qui a été capable de se déchirer pour l'honneur d'un capitaine, où la récusation d'une juge ou le port d'un voile peuvent avoir plus de résonance que le nombre de chômeurs, où un français sur deux appartient à une association, ces associations qui aident à vivre des villages africains et des enfants du monde! Qui a inventé médecins sans frontières, jardiniers pharmaciens et, pilotes du monde!

Ne sommes nous pas tous, dans l'Etat et hors de l'Etat, inscrits dans le Discours de René Descartes " C'est proprement ne valoir rien que de n'être utile à personne"! Evidemment, il y a le prix du tabac, les 3 % du PIB et le CAC 40: la bourse ou la vie?

Permettez moi de penser qu'elle a plutôt progressé, cette Société depuis 40 ans, volens nolens, en ouverture au monde et en conscience individuelle; mais personne n'a jamais dit que les problèmes de conscience étaient les plus faciles à vivre!

Et cette République, qui s'angoisse tous les jours de n'être pas assez libre, pas assez égale ni assez fraternelle! Elle est bien pratique, cette République, elle permet de clore un discours de fin d'après midi: Vive la République, M le Ministre vive la République, quand les bas rejoignent les hauts, c'est là que je voulais en venir, je vous remercie donc très sincèrement de votre geste, et vous tous de votre inébranlable patience au service des amis!

*B

Bercy, 10 décembre 2003